

- 2° de voornaam en naam van de sociaal inspecteur;
- 3° het nummer van de dienstkaart;
- 4° het nummer van de identiteitskaart;
- 5° de verwijzing naar het decreet van 27 maart 2023 betreffende de controle en de procedure voor het opleggen van administratieve geldboeten in het kader van het tewerkstellingsbeleid;
- 6° de handtekening van de sociaal inspecteur;
- 7° de handtekening van de bevoegde minister.

Art. 2. Procedurekosten

De procedurekosten vermeld in artikel 53, derde lid, 4°, van hetzelfde decreet worden vastgesteld overeenkomstig de geldende posttarieven.

Art. 3. Wijzigingsbepaling

Artikel 34, eerste lid, 8°, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, ingevoegd bij het besluit van 23 mei 2019, wordt vervangen als volgt: "8° in het jaar dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat, aan de werkgever of de gastentiteit sancties werden opgelegd met toepassing van hoofdstuk VII van de wet, de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, het Sociaal Strafwetboek of het decreet van 27 maart 2023 betreffende de controle en de procedure voor het opleggen van administratieve geldboeten in het kader van het tewerkstellingsbeleid;"

Art. 4. Wijzigingsbepaling

Artikel 35, § 1, 7°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 23 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"7° in het jaar dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat, aan de werkgever of de gastentiteit sancties werden opgelegd met toepassing van hoofdstuk VII van de wet, de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, het Sociaal Strafwetboek of het decreet van 27 maart 2023 betreffende de controle en de procedure voor het opleggen van administratieve geldboeten in het kader van het tewerkstellingsbeleid;"

Art. 5. Wijzigingsbepaling

Artikel 1 van het besluit van de Regering van 6 februari 2020 tot aanwijzing van de personeelsleden van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap die belast zijn met de invordering van administratieve geldboeten wordt aangevuld met een bepaling onder 6°, luidende: "6° decreet van 27 maart 2023 betreffende de controle en de procedure voor het opleggen van administratieve geldboeten in het kader van het tewerkstellingsbeleid."

Art. 6. Opheffingsbepaling

Het besluit van de Vice-Minister-President van 14 november 2007 tot vastlegging van het model van de accreditatiekaart voor de sociale inspecteurs op het gebied van het werkgelegenheidsbeleid, wordt opgeheven.

Art. 7. Inwerkingtreding

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2023.

Art. 8. Uitvoeringsbepaling

De minister bevoegd voor Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 31 augustus 2023.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Sport,
Werkgelegenheid en Media,
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2022/45877]

29 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les délégations de pouvoir accordées au sein de l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 87, § 1^{er} ;

Vu le décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique, tel que modifié, l'article 14, § 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 fixant les délégations de pouvoir accordées au sein de l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 juin 2023 ;
Sur la proposition du Ministre-Président ;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « Institut », l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique créé par l'article 8 du décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique.

Art. 2. Les délégations de pouvoirs sont octroyées, dans le cadre des activités de l'Institut, aux agents statutaires, à l'exclusion des stagiaires, et aux membres du personnel contractuel de l'Institut, désignés à cet effet par l'autorité compétente.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraaires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur scientifique ou directeur qui dispose de la plus grande ancienneté dans cette fonction au sein de l'Institut.

Art. 4. En cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur scientifique ou d'un directeur, les délégations dont il est investi sont exercées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, par l'administrateur général.

Art. 5. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

CHAPITRE 2. — *Délégations en matière de personnel*

Art. 6. § 1^{er}. Délégation est accordée à l'administrateur général à l'égard des directeurs scientifiques et des directeurs, et aux directeurs scientifiques ou directeurs à l'égard du personnel affecté au sein de leur direction pour prendre les décisions relatives aux :

- 1° congés annuels de vacances ;
- 2° congés de circonstances ;
- 3° congés exceptionnels ;
- 4° missions autres que les missions à l'étranger.

§ 2. Délégation est accordée à l'administrateur général pour prendre une décision de suspension dans l'intérêt du service.

§ 3. Délégation est accordée à l'administrateur général pour autoriser ou refuser des missions à l'étranger jusqu'à concurrence de 5.000 €.

Art. 7. Délégation est accordée à l'administrateur général pour octroyer des dispenses de service :

- 1° nécessités par des circonstances de force majeure ;
- 2° pour suivre une formation à l'initiative de l'agent ;
- 3° dans le cadre des pauses d'allaitement ;
- 4° pour passer un examen de médecine préventive.

Art. 8. Délégation est accordée à l'administrateur général pour prendre les décisions relatives :

- 1° à la protection de la maternité visée du Chapitre IV du Livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;
- 2° au congé de paternité de substitution, au congé de paternité, au congé parental, au congé d'accueil en vue de l'adoption et au congé pour motifs impérieux d'ordre familial ;
- 3° au congé de formation ;
- 4° aux congés à but philanthropique et aux congés de citoyenneté ;
- 5° au congé pour interruption de la carrière professionnelle ;
- 6° aux régimes de travail à temps partiel visés au Chapitre XIV du Livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;
- 7° à la disponibilité pour convenances personnelles ;
- 8° à la fixation de la résidence administrative des agents ;
- 9° à la démission volontaire.

Art. 9. Délégation est accordée à l'administrateur général pour :

- 1° procéder à la nomination à titre définitif des stagiaires ;
- 2° recevoir la prestation de serment des agents.

Art. 10. Délégation est accordée à l'administrateur général pour prendre les décisions relatives :

- 1° aux absences pour maladie en ce compris les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par Medex ;
- 2° aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;
- 3° aux prestations réduites pour raisons médicales.

Art. 11. Délégation est accordée à l'administrateur général pour signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du Ministre délégué à cette fin, les contrats de travail, en ce compris les avenants à ces contrats.

Art. 12. Délégation est accordée à l'administrateur général pour prendre toute décision relative à la retraite.

Art. 13. Délégation est accordée à l'administrateur général :

1° pour modifier conventionnellement, pour une durée maximale de douze mois renouvelable, les contrats de travail en ce qui concerne la durée des prestations ;

2° pour modifier ou suspendre conventionnellement l'exécution des contrats de travail dans toutes les hypothèses où pareille modification ou suspension a pour objet l'octroi d'un congé visé à l'article 12bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Art. 14. Délégation est accordée à l'administrateur général pour infliger une sanction disciplinaire de blâme, de retenue de traitement et de déplacement disciplinaire.

Art. 15. Délégation est accordée à l'administrateur général pour prendre, sur proposition ou avis conforme du directeur ou du directeur scientifique dont relève le membre du personnel concerné, toute décision en matière de licenciement du personnel contractuel.

Art. 16. Délégation est accordée à l'administrateur général pour prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement, l'allocation pour exercice de fonctions supérieures et le paiement de prestations à titre exceptionnel.

CHAPITRE 3. — Délégations en matière de fonctionnement général

Art. 17. Délégation est accordée à l'administrateur général pour établir et signer, dans le cadre des activités de l'Institut, des conventions de collaboration avec des partenaires publics et/ou privés.

Art. 18. Délégation est accordée à l'administrateur général pour établir et signer, dans le cadre des activités de l'Institut, des conventions non soumises aux dispositions légales relatives aux marchés publics, et ce, jusqu'à concurrence du montant fixé à l'article 22, 1°.

Art. 19. Délégation est accordée à l'administrateur général pour :

1° exercer toute poursuite, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux et devant les juridictions administratives ;

2° confier toute affaire litigieuse à un avocat.

L'administrateur général notifie sans retard au Ministre fonctionnel les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}

Art. 20. Délégation est accordée à l'administrateur général pour :

1° à concurrence de 300.000 €, tant en principal qu'en intérêts, prendre toute décision de recours, d'acquiescement ou de désistement d'instances ou d'actions judiciaires et approuver toute dépense y relative ;

2° à concurrence de 250.000 €, tant en principal qu'en intérêts, prendre toute décision de recours, d'acquiescement ou de désistement d'instances ou d'actions judiciaires relatives aux marchés publics et approuver toute dépense y relative ;

3° à concurrence de 75.000 €, prendre toute décision de transaction ou de règlement à l'amiable et approuver toute dépense y relative ;

4° engager, approuver et liquider toute dépense relative à l'exécution d'une décision juridictionnelle exécutoire et ce, sans limite de montant.

L'administrateur général notifie au Ministre fonctionnel les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 21. Délégation est accordée à l'administrateur général pour prendre toute décision relative à la désaffectation des biens meubles qui relèvent du domaine privé de l'Institut, à leur cession à titre onéreux ou gratuit ou à leur mise au rebut.

CHAPITRE 4. — Délégations en matière de marchés publics

Art. 22. Délégation est accordée à l'administrateur général pour :

1° choisir le mode de passation des marchés publics, engager la procédure, arrêter le cahier spécial des charges et les documents du marché, sélectionner le cas échéant les opérateurs économiques à consulter, sélectionner les candidats, attribuer et notifier le marché, lorsque le montant estimé est inférieur à 140.000 euros HT.V.A. ;

2° ne pas attribuer les marchés visés au 1° et mettre fin à la procédure et, le cas échéant, dans les limites de sa délégation, entamer une nouvelle procédure ;

3° sans préjudice de l'article 23, prendre toute décision relative à l'exécution des marchés publics y compris ceux qui sont passés par le Ministre fonctionnel.

Art. 23. Délégation est accordée aux directeurs scientifiques et directeurs pour :

1° conclure des marchés publics de faible montant au sens de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

2° engager une procédure de marché public par procédure négociée sans publication préalable, adopter les documents du marché, sélectionner les opérateurs économiques à consulter, attribuer et notifier le marché jusqu'à concurrence du montant maximum des marchés publics de faible montant visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

3° ne pas attribuer les marchés visés au 2° et mettre fin à la procédure et, le cas échéant, dans les limites de sa délégation, entamer une nouvelle procédure ;

4° prendre toute décision relative à l'exécution des marchés visés aux 1° et 2°.

Art. 24. Délégation est accordée à l'administrateur général :

1° pour répondre à tout marché public relevant de la compétence de l'Institut ;

2° pour créer une société simple avec un ou des partenaires public(s) et/ou privé(s) dès lors que l'Institut répond à des marchés publics.

CHAPITRE 5. — *Délégations en matière budgétaire*

Art. 25. Délégation est accordée à l'administrateur général pour engager et liquider ou désengager s'il échet, toute dépense imputable sur les allocations de base du budget de l'Institut jusqu'à concurrence du montant des seuils européens des marchés de fournitures et de services mentionné à l'article 11, alinéa 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Art. 26. Délégation est accordée aux directeurs scientifiques et directeurs pour engager et liquider ou désengager s'il échet, toute dépense imputable sur les allocations de base du budget de l'Institut jusqu'à concurrence du montant maximum des marchés publics de faible montant visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, à l'exception des dépenses relatives aux missions à l'étranger.

Art. 27. Délégation est accordée à l'administrateur général pour émettre l'ordre de paiement pour toute dépense engagée conformément aux articles 25 et 26.

Art. 28. En ce qui concerne les missions à l'étranger effectuées par les membres du personnel de l'Institut, délégation est accordée à l'administrateur général pour engager et liquider ou désengager s'il échet, les dépenses jusqu'à 5.000 euros.

Art. 29. Délégation est accordée à l'administrateur général pour liquider les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus au budget de l'Institut ainsi qu'à émettre leur ordre de paiement.

Art. 30. Quel que soit le montant, délégation est accordée à l'administrateur général pour constater les droits à la charge de tiers, au profit de l'Institut, dans les matières relevant des compétences de l'Institut ainsi qu'à émettre l'ordre de recouvrement.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 31. L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 fixant les délégations de pouvoir accordées au sein de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique est abrogé.

Art. 32. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 juin 2023.

Pour le Gouvernement wallon,

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/45877]

29. JUNI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der innerhalb des wallonischen Instituts für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique") erteilten Befugnisübertragung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 87 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 14 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung der innerhalb des "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik) erteilten Vollmachtsübertragungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des am 26. Juni 2023 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. Juni 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 29. Juni 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Institut" das durch Artikel 8 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique") eingerichtete Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik.

Art. 2 - Die Befugnisübertragung wird im Rahmen der Tätigkeiten des Instituts den von der zuständigen Behörde zu diesem Zweck benannten statutarischen Bediensteten - mit Ausnahme der Personalmitglieder auf Probe - und Vertragsbediensteten des Instituts gewährt.

Art. 3 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalverwalters werden die Befugnisse, die er ausübt, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf den wissenschaftlichen Direktor oder den Direktor mit dem höchsten Dienstalder in dieser Funktion innerhalb des Instituts übertragen.

Art. 4 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines wissenschaftlichen Direktors oder eines Direktors werden die Befugnisse, die er ausübt, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung durch den Generalverwalter ausgeübt.

Art. 5 - Die in den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die jeweilige Gesamtausgabe ausschließlich der Mehrwertsteuer ab.

Wenn es sich um den Abschluss eines Abonnements, eines Zeitschriften- oder Magazinvertrages, eines Vertrages über eine Datenbank oder um eine Mieta handelt, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Mieta abzüglich der Mehrwertsteuer.

KAPITEL 2 — Befugnisübertragung in Bezug auf das Personal

Art. 6 - § 1. Dem Generalverwalter wird gegenüber den wissenschaftlichen Direktoren und Direktoren und den wissenschaftlichen Direktoren oder Direktoren gegenüber dem Personal, das ihrer Direktion zugeteilt ist, die Befugnis erteilt, Entscheidungen zu treffen über:

- 1° den Jahresurlaub;
- 2° die umstandsbedingten Urlaubstage;
- 3° die außerordentlichen Urlaubstage;
- 4° die Dienstreisen mit Ausnahme der Auslandsdienstreisen.

§ 2. Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, eine Entscheidung über die einstweilige Amtsenthebung im Interesse des Dienstes zu treffen.

§ 3. Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, Dienstreisen ins Ausland bis zu einem Betrag von 5.000 € zu genehmigen oder abzulehnen.

Art. 7 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, Dienstbefreiungen zu gewähren:

- 1° die aufgrund von Umständen höherer Gewalt notwendig sind;
- 2° um an einer vom Bediensteten selbst gewählten Weiterbildung teilzunehmen;
- 3° im Rahmen von Stillpausen;
- 4° um an einer Untersuchung der Präventivmedizin teilzunehmen.

Art. 8 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, Entscheidungen in folgenden Bereichen zu treffen:

- 1° Maßnahmen des Mutterschutzes im Sinne von Buch III Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;
- 2° Ersatzvaterschaftsurlaub, Vaterschaftsurlaub, Elternschaftsurlaub, Aufnahmeurlaub im Hinblick auf eine Adoption und Urlaub aus zwingenden Gründen familiärer Art;
- 3° Ausbildungsurlaub;
- 4° Urlaub zur Wohltätigkeitszwecken und Urlaub zur Ausübung staatsbürgerlicher Rechte und zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten;
- 5° Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;
- 6° Teilzeitarbeitsregelungen im Sinne von Buch III Kapitel XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;
- 7° Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen;
- 8° Festlegung des Amtssitzes der Bediensteten;
- 9° Freiwilliger Rücktritt.

Art. 9 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um:

- 1° die endgültige Ernennung der Bediensteten auf Probe vorzunehmen;
- 2° die Eidesleistung der Bediensteten abzunehmen.

Art. 10 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, Entscheidungen in folgenden Bereichen zu treffen:

- 1° Abwesenheiten wegen Krankheit einschließlich der Maßnahmen, die als Folge der von Medex gefassten Beschlüsse über eine körperliche Untauglichkeit zu treffen sind;
- 2° Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten;
- 3° verkürzte Leistungen aus medizinischen Gründen.

Art. 11 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um in Ausführung der Beschlüsse der Regierung oder des zu diesem Zweck befugten Ministers die Arbeitsverträge der Vertragspersonalmitglieder, einschließlich der Zusatzverträge, zu unterzeichnen.

Art. 12 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, jegliche Entscheidungen bezüglich der Versetzung in den Ruhestand zu treffen.

Art. 13 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um:

- 1° im Rahmen von Vereinbarungen und für einen erneuerbaren Zeitraum von maximal zwölf Monaten die Arbeitsverträge in Bezug auf die Dauer der Arbeitsleistungen abzuändern;
- 2° im Rahmen von Vereinbarungen die Ausführung der Arbeitsverträge abzuändern oder aufzuheben, und zwar in allen Fällen, in denen eine derartige Abänderung oder Aufhebung sich auf die Gewährung eines Urlaubs nach Artikel 12bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder bezieht.

Art. 14 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, eine Disziplinarstrafe zu verhängen, die in einem Verweis, eine Gehaltskürzung oder einer Strafversetzung besteht.

Art. 15 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, auf Vorschlag oder nach gleichlautender Stellungnahme des Direktors oder des wissenschaftlichen Direktors, dem das betreffende Personalmitglied untersteht, jeden Beschluss über die Entlassung des Vertragspersonals zu fassen.

Art. 16 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung des Gehalts der Personalmitglieder, einschließlich des Gehaltsaufstiegs, der Zulage für die Ausübung eines höheren Amtes sowie der Zulage für außerordentliche Leistungen zu fassen.

KAPITEL 3 - Befugnisübertragung in Bezug auf die allgemeine Funktionsweise

Art. 17 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten des Instituts Vereinbarungen über die Zusammenarbeit mit öffentlichen und/oder privaten Partnern zu treffen und zu unterzeichnen.

Art. 18 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten des Instituts Vereinbarungen zu treffen und zu unterzeichnen, die nicht den gesetzlichen Bestimmungen über die öffentlichen Aufträge unterliegen, und zwar bis zu dem in Artikel 22 Ziffer 1 festgelegten Betrag.

Art. 19 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um:

1° jegliche gerichtliche Verfolgung, jegliche Vorladung oder jegliches Erscheinen vor den Gerichtshöfen und Gerichten und der Verwaltungsgerichtbarkeit zu veranlassen;

2° einen Anwalt mit jeglicher Streitsache zu beauftragen.

Der Generalverwalter notifiziert dem funktionellen Minister unverzüglich die gemäß Absatz 1 getroffenen Entscheidungen.

Art. 20 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um:

1° bis zu einem Betrag von 300.000 € Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, zur Billigung oder Rücknahme eines Rechtszuges bzw. einer Rechtsklage zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;

2° bis zu einem Betrag von 250.000 € Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, zur Billigung oder Rücknahme eines Rechtszuges bzw. einer Rechtsklage in Bezug auf öffentliche Aufträge zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;

3° bis zu einem Betrag von 75.000 € sämtliche Entscheidungen über einen Vergleich oder eine gütliche Regelung zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;

4° für alle Ausgaben bezüglich der Ausführung eines vollstreckbaren Gerichtsbeschlusses Ausgabenverpflichtungen einzugehen, diese Ausgaben zu genehmigen und festzustellen, und zwar ohne Begrenzung des Betrags.

Der Generalverwalter notifiziert dem funktionellen Minister unverzüglich die gemäß Absatz 1 getroffenen Entscheidungen.

Art. 21 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, alle Entscheidungen über die Außergebrauchsetzung von beweglichen Gütern, die zum Privateigentum des Instituts gehören, sowie über ihre entgeltliche oder unentgeltliche Abtretung oder Aussonderung zu treffen.

KAPITEL 4 - Befugnisübertragung in Bezug auf die öffentlichen Aufträge

Art. 22 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um:

1° die Art der Vergabe öffentlicher Aufträge zu wählen, das Verfahren einzuleiten, das Sonderlastheft und die Auftragsunterlagen festzulegen, gegebenenfalls die zu konsultierenden Wirtschaftsteilnehmer auszuwählen, die Bewerber auszuwählen, den Auftrag zu vergeben und zu notifizieren, wenn der geschätzte Auftragswert unter 140.000 Euro ausschl. MwSt. liegt;

2° zu beschließen, die in Ziffer 1 erwähnten Aufträge nicht zu vergeben und das Verfahren zu beenden und ggf. in den Grenzen seiner Befugnis ein neues Verfahren einzuleiten;

3° unbeschadet des Artikels 23 alle Entscheidungen bezüglich der Ausführung öffentlicher Aufträge zu treffen, einschließlich derer, die vom funktionellen Minister vergeben werden.

Art. 23 - Den wissenschaftlichen Direktoren und den Direktoren wird die Befugnis erteilt, um:

1° öffentliche Aufträge mit geringem Wert im Sinne von Artikel 92 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentliche Aufträge abzuschließen;

2° ein öffentliches Vergabeverfahren im Verhandlungsverfahren ohne vorherige Veröffentlichung einzuleiten, die Auftragsunterlagen zu verabschieden, die zu konsultierenden Wirtschaftsteilnehmer auszuwählen, den Auftrag zu vergeben und zu notifizieren, bis zum Höchstbetrag für öffentliche Aufträge mit geringem Wert im Sinne von Artikel 92 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentliche Aufträge;

3° zu beschließen, die in Ziffer 2 erwähnten Aufträge nicht zu vergeben und das Verfahren zu beenden und ggf. in den Grenzen seiner Befugnis ein neues Verfahren einzuleiten;

alle Entscheidungen bezüglich der Ausführung der in den Ziffern 1 und 2 genannten Aufträge zu treffen.

Art. 24 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, um:

1° an öffentlichen Aufträgen zu teilzunehmen, die in den Zuständigkeitsbereich des Instituts fallen;

2° um eine einfache Gesellschaft mit einem oder mehreren öffentlichen und/oder privaten Partnern zu gründen, sobald das Institut an öffentlichen Aufträgen teilnimmt.

KAPITEL 5 — Befugnisübertragung in Bezug auf den Haushalt

Art. 25 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis erteilt, alle Ausgaben, die auf die Zuweisungen des Haushaltsplans des Instituts anzurechnen sind, bis zur Höhe der europäischen Schwellenwerte für Liefer- und Dienstleistungsaufträge gemäß Artikel 11 Absatz 1 Ziffer 3 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen für eine Verpflichtung festzulegen, als zahlbar festzustellen oder gegebenenfalls aufzuheben.

Art. 26 - Den wissenschaftlichen Direktoren und Direktoren wird die Befugnis erteilt, alle Ausgaben, die auf die Zuweisungen des Haushalts des Instituts angerechnet werden, bis zur Höhe des Höchstbetrags für öffentliche Aufträge mit geringem Wert im Sinne von Artikel 92 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über die öffentliche Aufträge für eine Verpflichtung festzulegen, als zahlbar festzustellen oder gegebenenfalls aufzuheben, mit Ausnahme von Ausgaben im Zusammenhang mit Auslandsdienstreisen.

Art. 27 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis übertragen, die Zahlungsanweisung für alle nach den Artikeln 25 und 26 eingegangenen Ausgabe zu erteilen.

Art. 28 - In Bezug auf Auslandsdienstreisen von Personalmitgliedern des Instituts wird dem Generalverwalter die Befugnis erteilt, Ausgaben bis zu einem Betrag von 5.000 Euro als zahlbar festzustellen oder gegebenenfalls aufzuheben.

Art. 29 - Dem Generalverwalter wird die Befugnis übertragen, die vom ersten Anweisungsbefugten zu Lasten der im Haushaltsplan des Instituts vorgesehenen Mittel gebundenen Ausgaben festzustellen und ihre Zahlungsanweisung zu erteilen.

Art. 30 - Unabhängig von der Höhe des Betrags wird dem Generalverwalter die Befugnis übertragen, in Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich des Instituts fallen, zugunsten des Instituts Ansprüche gegenüber Dritten festzustellen und die Einziehungsanweisung zu erteilen.

KAPITEL 6 — *Schlussbestimmungen*

Art. 31 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung der innerhalb des wallonischen Instituts für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique") erteilten Vollmachtsübertragungen wird aufgehoben.

Art. 32 - Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Juni 2023.

Für die Wallonische Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/45877]

29 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de overdracht van bevoegdheden in het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief Beleid en statistiek)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 87, § 1;

Gelet op het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en statistiek);

Besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 tot vaststelling van de overdracht van bevoegdheden in het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en statistiek);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Commissie voor Energie) van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 juni 2023;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder "Instituut", het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" opgericht bij artikel 8 van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en statistiek).

Art. 2. De bevoegdheidsoverdrachten worden verleend, in het kader van de activiteiten van het Instituut, aan de statutaire personeelsleden, met uitzondering van de stagiairs, en aan contractuele personeelsleden van het Instituut, die daartoe door de bevoegde overheid worden aangewezen.

Art. 3. In geval van afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal, worden de bevoegdheden die hem opgedragen worden, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere bepalingen getroffen door de titularis van het ambt, voor de duur van de afwezigheid of verhindering verleend aan de wetenschappelijk directeur of directeur met de hoogste anciënniteit in dit ambt binnen het Instituut.

Art. 4. In geval van afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal, worden de bevoegdheden die hem opgedragen worden, voor de duur van de afwezigheid of de verhindering door de administrateur-generaal uitgevoerd.

Art. 5. De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgave met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur, met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

HOOFDSTUK 2. — *Bevoegdheidsoverdrachten in personeelsaangelegenheden*

Art. 6. § 1. De administrateur-generaal is gemachtigd om, ten opzichte van de wetenschappelijke directeurs en de directeurs, en aan de wetenschappelijke directeurs of directeurs ten opzichte van het personeel dat binnen hun directie is toegewezen de beslissingen te treffen in verband met:

- 1° jaarlijks vakantieverlof;
- 2° Omstandigheidsverloven;
- 3° Uitzonderlijke verloven;
- 4° andere opdrachten dan opdrachten in het buitenland.

§ 2. De administrateur-generaal is gemachtigd om een beslissing tot opschorting in het belang van de dienst te nemen.

§ 3. De administrateur-generaal is gemachtigd om opdrachten in het buitenland toe te staan of te weigeren ten belope van 5.000 €.

Art. 7. De administrateur-generaal krijgt delegatie om dienstvrijstellingen te verlenen:

- 1° wegens overmacht;
- 2° om een vorming op initiatief van de ambtenaar te volgen;
- 3° in het kader van borstvoedingspauzes;
- 4° wegens preventief geneeskundig onderzoek.

Art. 8. De administrateur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen in verband met :

1° de bescherming van het moederschap bedoeld in Hoofdstuk IV van Boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

2° het vervangend ouderschapsverlof, het vaderschapsverlof, het ouderschapsverlof, het verlof voor de opvang met het oog op adoptie en het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;

3° het vormingsverlof;

4° verloven met een filantropisch doel en burgerschapsverloven;

5° verlof wegens beroepsloopbaanonderbreking;

6° de regelingen voor deeltijds werk bedoeld in Hoofdstuk XIV van Boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

7° de beschikbaarheid wegens een persoonlijke aangelegenheid;

8° de vaststelling van de administratieve standplaats;

9° het vrijwillig ontslag.

Art. 9. De administrateur-generaal is gemachtigd om:

1° de vaste benoeming van de stagiairs te verrichten;

2° de personeelsleden de eed te laten afleggen.

Art. 10. De administrateur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen in verband met:

1° de afwezigheden wegens ziekte met inbegrip van de gevolgen die gegeven moeten worden aan de beslissingen over lichamelijke ongeschiktheid genomen door Medex;

2° de arbeidsongevallen- en arbeidsziektenaangelegenheden;

3° verminderde prestaties om medische redenen.

Art. 11. De administrateur-generaal is gemachtigd om de arbeidsovereenkomsten, aanhangsels bij deze overeenkomsten inbegrepen, te ondertekenen bij toepassing van de beslissingen van de Regering of van de daartoe gemachtigde Minister.

Art. 12. De administrateur-generaal is gemachtigd om elke beslissing te treffen met betrekking tot het pensioen.

Art. 13. De administrateur-generaal is gemachtigd om :

1° bij wijze van overeenkomst en voor een verlengbare duur van twaalf maanden de arbeidsovereenkomsten te wijzigen wat betreft de duur van de prestaties;

2° bij wijze van overeenkomst de uitvoering van de arbeidsovereenkomsten te wijzigen of op te schorten in elk geval waarin een dergelijke wijziging of opschorting ertoe strekt een verlof toe te kennen zoals bedoeld in artikel 12bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

Art. 14. De administrateur-generaal is gemachtigd om een tuchtsanctie tot berisping, inhouding van wedde en strafmutatie op te leggen.

Art. 15. De administrateur-generaal is gemachtigd om, op voorstel of na eensluidend advies van de directeur-generaal of van de wetenschappelijke directeur waaronder het personeelslid ressorteert, elke beslissing te treffen betreffende het ontslag van het contractuele personeel.

Art. 16. De administrateur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen betreffende de vaststelling en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van de weddevoorschotten en de toelage voor het waarnemen van hogere functies alsook de betaling van prestaties bij wijze van uitzondering.

HOOFDSTUK 3. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake algemene werking*

Art. 17. De administrateur-generaal is gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het Instituut, samenwerkingsovereenkomsten met openbare en/of privé-partners op te stellen en te ondertekenen.

Art. 18. De administrateur-generaal is gemachtigd om, in het kader van de activiteiten van het Instituut, overeenkomsten op te stellen en te ondertekenen die niet onderworpen zijn aan de wettelijke bepalingen inzake overheidsopdrachten, ten belope van het bedrag vastgesteld in artikel 22, 1°.

Art. 19. De administrateur-generaal is gemachtigd om :

1° alle vervolgingen uit te oefenen, voor de rechtbank en voor de administratieve rechtbanken te dagen of te doen verschijnen ;

2° elke kwestieuze zaak toe te vertrouwen aan een advocaat.

De administrateur-generaal stelt de Vakminister onverwijld in kennis van de krachtens artikel 1 genomen beslissingen.

Art. 20. De administrateur-generaal is gemachtigd om :

1° alle beslissingen inzake hoger beroep, goedkeuring of afzegging te nemen bij gerechten of rechtshandelingen, ten belope van 300.000 euro zowel in kapitaal als in interesten, en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;

2° alle beslissingen inzake hoger beroep, goedkeuring of afzegging te nemen bij gerechten of rechtshandelingen in verband met overheidsopdrachten, ten belope van 250.000 euro zowel in kapitaal als in interesten, en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;

3° alle beslissingen inzake minnelijke schikking of regeling, ten belope van 75.000 euro, te nemen en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;

4° elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen in verband met de uitvoering van een gerechtelijke tenuitvoerleggingsbeslissing zonder beperking in het bedrag.

De administrateur-generaal stelt de Vakminister in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 21. De administrateur-generaal is gemachtigd om elke beslissing te treffen met betrekking tot de desaffectatie van roerende goederen die tot het privé domein van het Instituut behoren, de overdracht ervan om bezwarende titel of om niet, of het afdanken ervan.

HOOFDSTUK 4. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake overheidsopdrachten*

Art. 22. De administrateur-generaal is gemachtigd om:

1° de wijze van gunning van overheidsopdrachten te kiezen, de procedure in gang te zetten, het bijzondere bestek en de aanbestedingsstukken aan te nemen, indien van toepassing, de te raadplegen economische operatoren te selecteren, de kandidaten te selecteren, de opdracht te gunnen en daarvan kennis te geven, wanneer het geschatte bedrag lager is dan 140.000 euro exclusief btw;

2° de opdrachten bedoeld in 1° niet toe te wijzen en de procedure te doen eindigen en, in voorkomend geval, binnen de grenzen van zijn delegatie, een nieuwe procedure aan te zetten;

3° onverminderd artikel 23, elke beslissing te treffen met betrekking tot de uitvoering van overheidsopdrachten, met inbegrip van die welke door de Vakminister worden gegund.

Art. 23. De wetenschappelijke directeurs en directeurs zijn gemachtigd om:

1° overheidsopdrachten van geringe waarde te sluiten in de zin van artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

2° een procedure voor overheidsopdrachten in te zetten via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, de overheidsopdrachtdocumenten aan te nemen, de te raadplegen economische operatoren te selecteren, de opdracht te gunnen en aan te melden tot het maximumbedrag voor overheidsopdrachten van geringe waarde bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

3° de opdrachten bedoeld in 2° niet toe te wijzen en de procedure te doen eindigen en, in voorkomend geval, binnen de grenzen van zijn delegatie, een nieuwe procedure aan te zetten;

4° elke beslissing te treffen betreffende de uitvoering van de overheidsopdrachten bedoeld in 1° en 2°.

Art. 24. De administrateur-generaal is gemachtigd om :

1° in te gaan op overheidsopdrachten die onder de bevoegdheid van het Instituut vallen;

2° een vennootschap van eenvoudige vorm op te richten wanneer het Instituut een overeenkomst sluit met een publieke en/of private partner(s).

HOOFDSTUK 5. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake begrotingsaangelegenheden*

Art. 25. De administrateur-generaal is gemachtigd om elke uitgave vast te leggen en te vereffenen of indien nodig, vrij te maken, die toerekenbaar is op de basisallocaties van de begroting van het Instituut tot het bedrag van de Europese drempels voor opdrachten voor aanneming van werken en diensten bedoeld in artikel 11, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren.

Art. 26. De wetenschappelijke directeurs en directeurs zijn gemachtigd om elke uitgave vast te leggen en te vereffenen of indien nodig, vrij te maken, die toerekenbaar is op de basisallocaties van de begroting van het Instituut tot het maximumbedrag van overheidsopdrachten van geringe waarde bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met uitzondering van de uitgaven met betrekking tot opdrachten in het buitenland.

Art. 27. De administrateur-generaal is gemachtigd om de betalingsopdracht op te stellen voor elke vastgelegde uitgave overeenkomstig de artikelen 25 en 26.

Art. 28. Met betrekking tot opdrachten van personeelsleden van het Instituut naar het buitenland, is de administrateur-generaal gemachtigd om de uitgaven tot een bedrag van 5.000 euro vast te leggen en te vereffenen of indien nodig, vrij te maken.

Art. 29. De administrateur-generaal is gemachtigd om de uitgaven vastgelegd door de primaire ordonateur te vereffenen ten laste van de kredieten uitgetrokken op de begroting van het Instituut alsook de betalingsopdrachten ervan af te geven.

Art. 30. Ongeacht het bedrag, is de administrateur-generaal gemachtigd om ten gunste van het Instituut de door derden verschuldigde rechten vast te stellen in aangelegenheden die binnen de bevoegdheid van het Instituut vallen, en om de invorderingsopdracht af te geven.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 31. Het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 tot vaststelling van de overdracht van bevoegdheden in het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en statistiek) wordt opgeheven.

Art. 32. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juni 2023.

Voor de Waalse Regering,
De Minister-President,
E. DI RUPO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/45532]

14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juillet 2016 relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations œuvrant à l'insertion par le logement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, les articles 187 et 188 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juillet 2016 relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations œuvrant à l'insertion par le logement ;

Vu le test Egalité des Chances réalisé le 27 avril 2023;

Vu l'avis du Conseil consultatif du Logement donné le 25 août 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 20 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 05 juin 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 26 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les associations œuvrant à l'insertion par le logement ont pour objectif de rendre effectif le droit au logement prévu par l'article 23 de la Constitution belge ;

Qu'il est nécessaire de redéfinir leurs missions en mettant l'accent sur l'accompagnement social des personnes précarisées et de déterminer des critères précis et objectifs relatifs à l'octroi des subsides ;

Sur la proposition du Ministre ayant le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les articles 4, § 1^{er}, 6^o, 7, § 1^{er}, alinéa 3, 3^o et 8, § 1^{er}, 2^o de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juillet 2016 relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations œuvrant à l'insertion par le logement les mots « aux articles 2 et 3 » sont chaque fois remplacés par les mots « à l'article 2 ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 5^o est remplacé par ce qui suit : « 5^o : Administration : Bruxelles Logement du Service public régional de Bruxelles ; » ;

2^o le 7^o est remplacé par ce qui suit : « 7^o ETP : l'équivalent temps plein est une unité permettant d'effectuer une mesure comparable de l'emploi ; » ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/45532]

14 SEPTEMBER 2023. — Besluit tot wijziging van het besluit van de Brusselse hoofdstedelijke Regering van 7 juli 2016 betreffende de toekenning van subsidies aan verenigingen die ijveren voor de integratie via de huisvesting

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, artikelen 187 en 188;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juli 2016 betreffende de toekenning van subsidies aan verenigingen die ijveren voor de integratie via de huisvesting;

Gelet op de gelijkekansentest uitgevoerd op 27 april 2023;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor Huisvesting, gegeven op 25 augustus 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 april 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 05 juni 2023;

Gelet op de aanvraag voor een advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 26 juni 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is overgemaakt;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de verenigingen die ijveren voor de integratie via huisvesting tot doel hebben het in artikel 23 van de Belgische Grondwet bepaalde recht op huisvesting uit te voeren;

Dat het nodig is hun opdrachten te herdefiniëren door de nadruk te leggen op sociale begeleiding van kwetsbare personen en de precieze en objectieve criteria bij het toekennen van subsidies te bepalen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikelen 4, § 1, 6^o, 7, § 1, alinéa 3, 3^o et 8, § 1, 2^o van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juli 2016 betreffende de toekenning van subsidies aan verenigingen die ijveren voor de integratie via de huisvesting worden de woorden "in de artikelen 2 en 3" telkens vervangen door de woorden "in artikel 2".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o punt 5^o wordt vervangen als volgt: "5^o: Bestuur: Brussel Huisvesting van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel ;";

2^o punt 7^o wordt vervangen als volgt: "7^o VTE: een voltijdse equivalent is een eenheid voor een vergelijkbare meting van werk; "